

Marianne MOLINER-DUBOST

marianne.moliner-dubost@univ-lyon3.fr
Faculté de droit - Université Jean-Moulin - Lyon 3
Institut de droit de l'environnement (CNRS, UMR 5600, Environnement Ville Société)
Adresse postale : 1C avenue des Frères Lumière, CS 78242, 69372 Lyon cedex 08
Adresse physique : 18 rue Chevreul, 69007 Lyon

FONCTIONS ET RESPONSABILITÉS ADMINISTRATIVES

1998-2000	ATER à l'Université Lyon 3
Depuis 2003	Maître de conférences en droit public à l'Université Jean-Moulin – Lyon 3 Promue Hors Classe (CNU) en 2022
2012	Directrice adjointe de l'Équipe de droit public de Lyon (EDPL)
2008-2013	Membre du jury du concours d'entrée au CRFPA (droit administratif).
2009-2016	Membre élue de la commission de spécialistes puis du collège d'experts internes de la section Droit public de la faculté de droit de l'Université Jean-Moulin - Lyon 3.
2019-2026	Référente « Développement durable » de l'Équipe de droit public de Lyon
Depuis 2016	Membre de comités de suivi de thèse
Depuis 2021	Co-directrice du Master Droit global du changement climatique
Depuis 2025	Membre de la Commission Recherche et du Conseil académique

TITRES ET QUALIFICATIONS

2001	Doctorat en droit public – Spécialité Droit de l'environnement, Université Jean Moulin - Lyon 3 *Le droit face à la pollution atmosphérique et aux changements climatiques*, sous la direction du Professeur Jean Untermaier, thèse soutenue le 14 décembre 2001, Université

Lyon 3.

Jury : Laurence Boisson de Chazournes, Sylvie Caudal, Stéphane Doumbe-Billé et Michel Prieur.

Mention très honorable, félicitations du jury à l'unanimité, autorisation de publication de la thèse en l'état et proposition pour un prix de thèse.

Prix de thèse de l'université Lyon 3

Prix spécial de l'Association française de droit de l'urbanisme et de la Société française pour le droit de l'environnement

2002 Qualification aux fonctions de maître de conférences par le CNU (section 02)

2009 Concours agrégation (sous-admissible)

2011 Habilitation à diriger des recherches

Soutenue le 26 janvier 2011, à l'Université Lyon 3, sous la direction du Professeur Sylvie Caudal.

Jury composé des professeurs Philippe Billet (rapporteur), Sylvie Caudal, Jacques Petit, Michel Prieur, Jean Untermaier et Agathe Van Lang (rapporteure)

EXPÉRIENCE PÉDAGOGIQUE

♦ **Enseignements actuels**

♣ **Lyon 3**

↳ **Institutions administratives** (24h, L1, Droit et 20h, École de la Réussite)

↳ **Droit international et européen du climat** (30h, M1 Droit public, mutualisé)

↳ **Droit de l'environnement** (30h, M1 Droit public, mutualisé)

↳ **Droit et contentieux du changement climatique** (20h, M2 DGCC)

↳ **Fiscalité du changement climatique** (15h, M2 DGCC)

↳ **Droit international de l'environnement** (12h, M2 Droit international public)

↳ **Droit de la pollution de l'air** (12h, M2 Droit de l'urbanisme et de l'environnement et M2 RISE)

♣ **Autres universités**

Institut national des sciences appliquées (INSA) de Lyon

↳ **Droit de l'air** (4h, Mastère Management de l'environnement et de l'éco-efficacité énergétique, depuis 2022).

♦ **Cours magistraux dispensés (Lyon 3). Historique**

↳ **Droit du développement durable** (15h, M2 Droit public fondamental, 2022-2026)

↳ **Droit nucléaire** (9h, M2 Droit de l'énergie, 2022-2023)

↳ **Introduction au droit minier** (12h, M2 Droit de l'énergie, 2022-2023)

↳ **Théorie générale de la justice** (24h, L1 Droit/Science Po et Droit/Philo, 2016-2022) puis **Institutions juridictionnelles** (24h, L1 Droit/Science Po et Droit/Philo, 2022-2023)

↳ **Principes du droit public** (20h, M1, mutualisé, 2018-2022)

↳ **Droit juridictionnel public** (30h, L3 Droit – 2017-2020).

↳ **Droit administratif général** (60h, préparation concours « Administration pénitentiaire » et « Métiers de la sécurité », 2008-2013 ; 60h, DEUST Droit de l'urbanisme et de l'environnement, 1e année, 2004-2007).

↳ **Droit administratif des biens** (30h, L3 Droit et Science Politique/Droit, 2008-2016 ; 30h, licence AES, 2003-2005).

↳ **Droit de l'environnement** (30h, M1 Droit public des affaires, 2007-2019). **Droit des risques** (18h, M2 professionnel Gestion des collectivités territoriales, 2004-2016). **Droit des pollutions** (10h, M2 recherche Droit de l'environnement, 2003-2013).

↳ **Droit international économique** (20h, M1 Droit public des affaires, 2008-2019). **Droit international public** (20h, M1 Droit public des affaires, 2007-2008).

↳ **Libertés et droit fondamentaux** (30h, L3 Droit/Science Po, 2013-2017 ; 30h, L3 Droit, 2003-2005). **Protection constitutionnelle des libertés fondamentales** (20h, M2 recherche Droit public fondamental, 2011-2012).

↳ **Droit de l'urbanisme** (20h, M1 Sécurité intérieure, 2004-2013).

↳ **Principes de l'action administrative** (20h, M1 Droit public des affaires, 2009-2010).

♦ **Cours magistraux dispensés (hors Lyon 3). Historique**

Institut national des sciences appliquées (INSA) de Lyon

↳ **Droit de la pollution atmosphérique** (3h, Mastère Management de l'environnement et de l'éco-efficacité énergétique, depuis 2001-2016).

↳ **Responsabilités et assurances en matière d'environnement** (9h, Mastère Management de l'environnement et de l'éco-efficacité énergétique, 2011-2016).

Université d'Aix-Marseille

↳ **Droit des pollutions (eau, sols, air, déchets)** (7h, M2 Droit de l'environnement. Parcours droit de la transition environnementale) (2024-2026)

↳ **Droit interne du changement climatique** (3h, M2 Droit de l'environnement. Parcours droit de la transition environnementale et M2 Droit de l'énergie) (2024-2026)

↳ **Droit des déchets** (6h, M2 Droit international et droit européen. Parcours droit de l'environnement) (2022-2024)

Université de Franche-Comté

↳ **Causes et enjeux de la crise climatique** (6h, M1 Monnaie, Banque, Finance, Assurance. Parcours Finances et Banque Durables) – 2022-2024

École nationale des travaux publics de l'État (ENTPE) de Lyon

↳ **Droit de l'environnement** (6h, 2003-2004).

↳ **Surveillance et évaluation des impacts environnementaux de la pollution atmosphérique** (3h, 2003-2004).

Université d'Ain Shams (Le Caire)

↳ **Droit administratif**, (15h, L2, 4-9 mars 2012).

Université d'El Salvador (USAL), Buenos Aires

↳ **Droit de l'environnement**, 40h, M1 droit, 24 octobre-8 novembre 2015

Université de Sao Paulo (USP), Sao Paulo

↳ **Droit international économique**, 10h, *Droit des Affaires*, parcours *Droit Économique franco-brésilien*, Mention *Droit public des affaires* ires, 27-29 mars 2023.

↳ **Droit spécial de l'environnement**, 20h, *Droit des Affaires*, parcours *Droit Économique franco-brésilien*, Mention *Droit public des affaires*, 12-16 janvier 2026.

♦ Travaux dirigés (Lyon 3)

1995-1998 (vacataire à l'Université Jean-Moulin - Lyon 3)

Droit des pollutions et nuisances (TD, DEUST Droit de l'urbanisme et de l'environnement, 2e année).

1998-2000 (ATER)

Droit administratif (TD, Licence Droit).

Droit des pollutions et nuisances (TD, DEUST Droit de l'urbanisme et de l'environnement, 2e année).

♦ Formation professionnelle

1998 Formation de fonctionnaires territoriaux au droit et au contentieux de l'environnement (stage de deux jours) à Paris, au Centre National de la Fonction Publique Territoriale (Délégation régionale Première Couronne, Ile-de-France).

2004 Formation d'agents de l'administration pénitentiaire au droit public (stage de trois jours en vue de la préparation de concours internes) à Lyon.

2005 Formation continue des avocats au contentieux des troubles de voisinage (stage d'une demie journée) au CRFPA de Bordeaux.

2022 Animation de deux webinaires organisés par l'Académie de droit européen, l'un sur le thème « Directive sur les plafonds d'émission nationaux (PEN) », l'autre sur le thème « Valeurs limites et valeurs cibles – en particulier pour les particules PM2.5 et PM10 ».

ACTIVITÉS D'ENCADREMENT

♦ Direction de thèses : 2

Les polices environnementales (Ulysse RENARD, 2021), codir. avec Ch. ROUX (Pr), contrat doctoral.

La Cour européenne des droits de l'homme et le changement climatique (Léa DAOU, 2026), codir. avec Loïc Robert (MCF)

♦ **Direction de mémoires de recherche : 29**

♦ **Jury de thèse et d'HDR : 6**

1. Quitterie DE CAUNES, « Le Bien commun dans la gestion des ressources naturelles en droit international » (dir. R. Romi), thèse, Nantes Université, 6 décembre 2024 (rapporteure).

   Jury : M. Moliner-Dubost et H. Delzangles (rapporteurs), S. Robert (présidente), G. Piet, A. Michelot

2. Ophélie LACOSTE, « Droit à la mobilité durable et réseaux d'avitaillement des véhicules en énergie » (dir. L. de Fontenelle et A. Lecourt), thèse, Université de Pau et des Pays de l'Adour, le 10 décembre 2024 (rapporteure).

   Jury : M. Moliner-Dubost et M. Lamoureux (rapporteures), C. Boiteau, Ph. Terneyre (président)

3. Magali DREYFUS, « Le "droit écologique" : la réponse des sciences juridiques à l'Anthropocène », HDR (garant L. Fonbaustier), Université Paris-Saclay, 18 décembre 2024 (rapporteure).

   Jury : M. Moliner-Dubost, Ch. Cournil et N. Belaïdi (rapporteures), S. Maljean-Dubois (présidente), J. Fromageau

4. Mamadou Ciré DIALLO, « L'efficacité du cadre juridique des opérations minières en Afrique de l'ouest : étude des cas de la Guinée et du Sénégal » (dir. Ch. Testard, B. Laporte et I. Ly), thèse, Université Clermont Auvergne, 22 mai 2025 (rapporteure)

   Jury : M. Moliner-Dubost (rapporteure) et I. M. Fall (rapporteur et président), Th. Lauriol, B. Laporte, I. Ly

5. Adriana TINOCO-PEREZ, « Le partage des compétences en matière de protection de la qualité de l'air aux Etats-Unis et dans l'Union européenne » (dir. D. Capitant), thèse, Université Paris 1 – Panthéon-Sorbonne, 26 novembre 2025 (rapporteure).

   Jury : M. Moliner-Dubost et J. Jeanneney (rapporteurs), F.-G. Trébulle (président) et F. Martucci

6. Cloé MANGEOLLE, « La commande publique locale au service de la protection de l'environnement » (dir. D. Jouve et Line Touzeau-Mouflard), thèse, Université Reims - Champagne-Ardenne, 11 décembre 2025.

   Jury : Hélène Hoepffner et Benjamin Blaquière (rapporteurs), Seydou Traoré (président) et M. Moliner-Dubost (examinatrice).

ACTIVITÉS DE RECHERCHE

♦ **Recherches collectives**

1. Participation à une recherche collective menée dans le cadre de la Société française pour le droit de l'environnement (SFDE) sur « Le droit de l'environnement à l'aube du IIIe millénaire », 2000.
2. Participation à une recherche collective menée dans le cadre du Centre lyonnais d'histoire du droit portant sur « Les grands articles du code civil », 2004-2005.
3. Participation à une recherche collective menée dans le cadre de la Société française pour le droit de l'environnement (SFDE) portant sur la « Clarification des compétences institutionnelles dans le domaine de l'environnement », 2012. Thème : « Les lanceurs d'alerte ».
4. Participation à une recherche collective portant sur le thème de « La qualité des sols », dans le cadre d'un contrat de recherche triennal (2011-2014) de l'Institut de droit de l'environnement de l'université Lyon 3.
5. Membre de l'équipe du projet IMPULSION, recherche collective sur le thème « Quel droit pour sauver le climat » ? », Programme Avenir Lyon Saint-Etienne (PALSE), 2017.
6. Participation à l'élaboration de l'étude du Haut Conseil pour le Climat sur le thème « Outils juridiques pour la neutralité carbone. Leviers, difficultés, perspectives », sous la direction de Marta Torre-Schaub, juin 2021 (https://www.hautconseilclimat.fr/wp-content/uploads/2021/06/Rapport-HCC-Outils-juridiques-de-la-neutralité-carbone-23-juin.pdf).
7. Participation à une recherche collective sur le thème « Changements climatiques globaux et outils juridiques locaux : le citoyen en première ligne », sous la direction du Pr Nicolas Kada, Université Grenoble Alpes, 2020-2021.
8. Participation à une recherche collective sur le thème « La résilience des territoires exposés aux risques naturels », sous la direction de Mr François Cafarelli, Université Clermont Auvergne, 2021.

♦ Diffusion, rayonnement, activités internationales

↳ Expertise

- Membre du groupe de travail « transports et urbanisme » dans le cadre de l'élaboration du projet de schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie de la région Rhône-Alpes, 2010-2011.
- Membre de l'équipe invitée par la Fondation pour le droit continental, le Ministère de l'Environnement chinois et l'Ambassade de France, à Pékin, les 13 et 14 octobre 2011 en vue de la préparation de la réforme de la loi chinoise sur l'air et de l'introduction de systèmes d'échange de droits d'émission.
- Membre de l'équipe du GDR ClimaLex ayant contribué à l'élaboration de l'étude du Haut Conseil pour le Climat sur le thème « *Outils juridiques pour la neutralité carbone. Leviers, difficultés, perspectives* », 2021.

↳ Responsabilités éditoriales et scientifiques

- Membre du comité scientifique de l'*Actualité juridique. Collectivités territoriales* (*AJCT*) – éditions Dalloz (2020-2026).
- Évaluatrice « Environnement » pour la *Revue québécoise de droit international*
- Évaluatrice pour la *Revue juridique de l'environnement*

↳ Diffusion du savoir

- Membre de la Société française pour le droit de l'environnement (SFDE)
- Membre de l'Association pour la recherche et l'enseignement des droits et libertés fondamentaux
- Membre de l'Association lyonnaise de droit administratif (ALYODA)
- Membre du conseil consultatif du réseau ENEDi (Économie et droit de l'énergie dans un contexte industriel)
- Membre du GDR ClimaLex

♦ Colloques, conférences et journées d'étude

↳ Organisation de colloques et journées d'étude

- Membre du comité scientifique du colloque sur « l'action citoyenne en Europe et en France », co-organisé par l'Institut de droit de l'environnement de Lyon 3 et le laboratoire Droit, Contrats, Territoires de Lyon 2, 28 novembre 2013.
- Membre du comité scientifique du colloque « Quel(s) droit(s) pour les changements climatiques ? », organisé par le réseau Droit et Climat, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 31 mars 2017.
- Co-organisation avec Marta Torre-Schaub (Paris 1) d'une journée d'étude sur le thème de « La protection du climat et de la biodiversité au prisme du droit économique : quelles perspectives ? », Paris 1 - La Sorbonne, 25 janvier 2018.
- Membre du comité scientifique du colloque « Changement climatique et dialogue interdisciplinaire », colloque de lancement du GDR Climalex, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 9 novembre 2018.
- Co-organisation avec Bernadette Le Baut-Ferrarese d'une demi-journée d'étude sur le thème « Les différentes facettes de la justice climatique », Lyon 3, 6 décembre 2023.
- Co-organisation avec Bernadette Le Baut-Ferrarese de la demi-journée journée annuelle d'étude sur « L'actualité du droit du climat », Lyon 3, 4 décembre 2024.
- Co-organisation avec Bernadette Le Baut-Ferrarese et Loïc Robert d'un colloque sur le thème « Le droit en toutes sobriétés », Lyon, 27-28 novembre 2025.
- Co-organisation avec Bernadette Le Baut-Ferrarese et Kiara Néri de la demi-journée annuelle d'étude sur « L'actualité du droit du climat », Lyon 3, 12 décembre 2025.
- Membre du conseil scientifique du projet incubateur sur « La justice climatique et la transition juste », organisé par le Laboratoire Europe, Espace, Environnement (L3E), sous le pilotage de Marta Torre-Schaub (Paris 1 – Panthéon-Sorbonne), Paris, 2025-2026.
- Membre du comité scientifique du colloque « 10 ans du Réseau Droit et Climat. Avancées, incertitudes, perspectives », Paris 1 – Panthéon-Sorbonne, 26-27 novembre 2026.
- Co-organisation avec Bernadette Le Baut-Ferrarese de la demi-journée annuelle d'étude sur « le droit du climat », Lyon 3, 7 décembre 2026.

↳ Participation à des colloques, conférences et journées d'étude

Les contributions suivies d'un astérisque apparaissent dans les contributions à des ouvrages collectifs ou les articles.

1. « Bilan et perspectives du droit de la pollution atmosphérique », intervention au colloque « Le droit de l'environnement à l'aube du IIIe millénaire », Table ronde 14 déc. 2000.
2. « Réflexions sur l'insertion d'un système d'échange de droits d'émission en droit français », intervention au colloque organisé par l'université de Gand, à Gand, le 20 avril 2004 sur le thème « L'échange des droits de pollution comme instrument de gestion du climat », actes publiés aux éditions de La charte, Bruxelles, 2005 (*).
3. « La gestion locale des cours d'eau dans le cadre de la lutte contre les inondations », intervention au colloque organisé par l'université de Metz, à Metz, le 12 octobre 2004, sur le thème « La gestion locale des cours d'eau », actes publiés à la revue *Droit de l'environnement* n° 125, janvier-février 2005 (*).
4. « Démocratie environnementale et participation des citoyens », intervention à la journée d'étude organisée par le Centre de droit constitutionnel de l'université Jean Moulin - Lyon 3, à Lyon, le 4 juin 2009, sur le thème « Démocratie et multiplication des droits » (*).
5. « Quel traitement pour les émissions de GES des transports aériens et maritimes internationaux ? », intervention à la journée d'étude organisée par l'université de Paris Sud – 11, à Sceaux, le 26 octobre 2009 sur le thème « Transports et protection de l'environnement. Nouveaux enjeux, nouveaux défis ».
6. « Expropriation et environnement », intervention à la journée d'étude de l'Association française pour la recherche en droit administratif (AFDA) à Tours, le 3 décembre 2010 sur le thème du « bicentenaire de la loi du 8 mars 1810 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique ». Actes publiés à *La Semaine juridique Administrations et Collectivités territoriales* (*JCP A*), n° 8, 21 février 2011 (*).
7. « Les projets énergétiques dans les mécanismes de Kyoto (MOC et MDP) », intervention au colloque organisé par le Centre de droit international de l'université Jean Moulin – Lyon 3, à Lyon, le 10 décembre 2010 sur le thème « les défis énergétiques au XXIème siècle à la lumière du droit international » (*).
8. « Réflexions environnementalistes sur la protection juridique du calme ». Contribution au colloque organisé par le Centre de recherches en droit administratif de l'Université Paris II, à Paris, le 6 décembre 2011, sur le thème « Le silence en droit public ». Actes publiés à la *RDP* n° 4, 2012 (*).
9. « Le dispositif UNECE de lutte contre la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance », intervention à la table ronde « les obligations internationales de l'UE en matière de lutte contre la pollution atmosphérique », lors de la journée d'étude organisée par l'Université du Littoral - Côte d'opale, à Boulogne-sur-Mer, le 14 mars 2012, sur le thème « Le droit de l'Union européenne face à la pollution atmosphérique d'origine industrielle. Quel bilan ? Quelles perspectives ? » (*).
10. « Le destinataire des politiques environnementales », intervention au colloque « Administré, usager, citoyen, public… Les transformations du destinataire de l'action administrative et de son droit », à Nantes, les 25 et 26 octobre 2012. Actes publiés à la *RFDA* n° 2 et 3, 2013 (*).
11. « Un cas d'école. L'instauration de servitudes pour la préservation des corridors écologiques », intervention à la journée d'étude sur le thème « Les servitudes environnementales », organisée à l'université de Nantes le 11 octobre 2013, Actes publiés *aux cahiers du GRIDAUH* n° 28, 2015 (*).

12. « Le territoire du risque », intervention au colloque « Mouvement et environnement. Considérations sur le déplacement en droit de l'environnement », en hommage au Professeur Jean Untermaier, organisé par l'Université Lyon 3, à Lyon, les 17 et 18 octobre 2013, actes publiés à la *Revue juridique de l'environnement* n° 3, 2016 (*).

13. « La citoyenneté environnementale », intervention au colloque « Action citoyenne : aspects fondamentaux et réalités pratiques », coorganisé par l'Institut de droit de l'environnement (Lyon 3) et le laboratoire Droit, Contrats, Territoires (Lyon 2), à Lyon, le 28 novembre 2013 (*).

14. « Impressions générales sur l'Accord de Paris », intervention à la journée d'étude du Serdeaut sur « Le post COP21 », université Paris 1 – Panthéon-Sorbonne, à Paris, le 31 mai 2016, actes publiés aux IRJS éditions, 2017 (*).

15. « Le "mécanisme pour le développement durable" de l'Accord de Paris », intervention au colloque du réseau Droit et Climat sur « Quel(s) droit(s) pour les changements climatiques ? », Paris, Université Paris 1, Panthéon-Sorbonne, à Paris, le 31 mars 2017, actes publiés aux éditions Mare & Martin, 2018 (*).

16. Présidence de la séance sur « le rôle des instruments de marché » au colloque annuel 2017 de la SFDE sur le thème « Après l'Accord de Paris, quels droits face au changement climatique ? », à Aix-en-Provence, les 29-30 juin 2017.

17. Présidence de la séance sur « l'inscription de la RSE dans le champ normatif » au séminaire sur le thème « Activités à risques technologiques et enjeux sociétaux : réflexions sur le régime juridique de la responsabilité sociale de l'entreprise », Projet de recherche « ARTES » (FonCsi) à Lyon, le 26 octobre 2017.

18. « Quel rôle pour les mécanismes d'incitation économique pour le carbone forestier dans la mise en œuvre de l'Accord de Paris ? », intervention à la journée d'étude sur le thème « La protection du climat et de la biodiversité au prisme du droit économique : quelles perspectives ? », Paris 1 - La Sorbonne, à Paris, le 25 janvier 2018, actes publiés in *Énergie - Environnement – Infrastructures*, mai 2018 (*).

19. « Intégration(s) / (dés)intégration : quelques réflexions sur le rôle et l'ambivalence de l'intégration dans l'environnementalisation du droit à partir des travaux de Sylvie Caudal », intervention à la journée d'étude en l'honneur du Pr Sylvie Caudal sur le thème de « L'environnementalisation du droit », à Lyon, le 1er juin 2018, actes publiés aux éditions de l'Institut francophone pour la justice et la démocratie, collection "Colloques et essais", 2020 (*).

20. « Justice, équité et responsabilités communes mais différenciées dans les négociations climatiques post-2020 », intervention au colloque international sur « La justice climatique. Enjeux et perspectives de la Conférence de Paris (COP 21) », Université de La Rochelle, les 2-3 octobre 2015, actes publiés aux éditions Bruylant, 2016 (*).

21. « L'avenir des instruments de marché dans le cadre de l'Accord de Paris », intervention au colloque international sur le thème « Quel droit pour sauver le climat ? », Sao Paulo, 16 octobre 2017.

22. « La reconnaissance juridique des territoires environnementaux intermédiaires pour la protection de la biodiversité », intervention au colloque « Le(s) territoire(s) et le droit de l'environnement. Le renouvellement de l'appréhension du territoire par le droit de l'environnement », à Lyon, les 11-12 octobre 2018.

23. « L'apport des instruments économiques à la protection du climat », intervention au colloque « Changement climatique et dialogue interdisciplinaire », Université Paris 1 -

Panthéon-Sorbonne, à Paris, le 9 novembre 2018, actes publiés aux éditions Mare & Martin, 2020 (*).

24. « La protection de l'environnement face au nucléaire civil », intervention au colloque « Le droit public interne face aux spécificités du nucléaire civil », à Clermont-Ferrand, le 3 mars 2021, actes publiés aux éditions du Centre Michel de L'Hospital, 2022 (*).

25. « Le long terme en droit de l'environnement », intervention au colloque annuel de l'AFDA « Le temps en droit administratif », à Aix-en-Provence, les 3-4 juin 2021, actes publiés aux éditions Dalloz, coll. Thèmes et commentaires, 2022 (*).

26. « Les enjeux juridiques de l'Accord de Paris », intervention aux Matinées de la transition énergétique du pôle métropolitain Nord Franche-Comté, à Belfort, le 19 novembre 2021.

27. « Le paradigme de la croissance à l'heure de l'urgence écologique et climatique », intervention au colloque « Le paradigme de la croissance en droit public », Université Sorbonne Paris Nord, à Paris, les 31 janvier-1er février 2022, actes publiés aux éditions LexisNexis, 2022 (*).

28. « L'affaire du siècle devant le juge administratif », intervention en binôme avec Ulysse Renard au colloque de l'École doctorale de droit sur « Les procès stratégiques », à Lyon, le 1er avril 2022.

29. « Les réponses juridiques aux risques économiques du marché européen du carbone », intervention au colloque « Les risques climatiques à l'épreuve du droit », Université Sorbonne, à Paris, le 17 mars 2022, actes publiés aux éditions Mare & Martin, 2023 (*).

30. Animation et présidence de la table ronde sur le thème de « la dimension contentieuse de la justice climatique », demi-journée d'étude sur le thème de « Les différentes facettes de la justice climatique » », à Lyon, le 6 décembre 2023.

31. « La charge des aérosols dans l'atmosphère », intervention au colloque sur « Le droit français aux prises avec les limites planétaires », à Lille, les 27-28 juin 2022, actes publiés aux éditions Mare & Martin, 2024 (*).

32. Conférence sur le thème « Le phénomène de retrait-gonflement des sols argileux », Lyon 3, Équipe de droit privé, Master 2 "Droit et Gestion des risques émergents", 11 avril 2024.

33. « L'association environnementale », intervention au colloque de l'Équipe de droit public de Lyon sur le thème « Associations et droit public », à Lyon, les 11-12 janvier 2024, actes publiés aux éditions IFJD – Institut Louis Joinet, 2024 (*).

34. « L'identification et la prise en compte des spécificités de la question climatique dans les arrêts de la CEDH du 9 avril 2024 », intervention à la demi-journée d'étude organisée par l'EDIEC et l'EDPL sur « L'actualité du droit du climat », à Lyon, 4 décembre 2024.

35. « Transition énergétique et limitation des déplacements carbonés », intervention au colloque organisé par la Chaire E2S UPPA MOVE sur le thème « Le droit à la mobilité existe-t-il vraiment ? », à Pau, le 5 décembre 2024 (actes publiés aux éditions Mare & Martin, 2026) (*).

36. « L'encadrement de l'action du législateur par la Charte », intervention au colloque organisé par le Centre de droit constitutionnel (EDPL) et l'Institut de droit de l'environnement, sur le thème « La Charte de l'environnement. Nouvel âge, nouveaux horizons ? », à Lyon, les 24-25 février 2025 (actes à paraître à la *RFDC*, 2026) (*).

37. « Justice et inégalités d'exposition au risque », intervention et animation d'une session thématique au colloque organisé par le CNRS, sur le thème « Théorie(s) et interaction(s) des Justices à l'aune des défis environnementaux », à Paris, les 12 et 13 juin 2025.

38. « Les stratégies de décarbonation du transport aérien commercial : *don't look up* ! » », intervention au colloque coorganisé par le programme I-Site de l'Université Clermont Auvergne et la chaire MOVE de l'Université de Pau et des Pays de l'Adour, sur le thème « Mobilités et changement climatique », à Clermont-Ferrand, les 19 et 20 juin 2025 publiés aux éd. Mare & Martin, août 2026) (*).

39. « La sobriété, horizon indépassable de la transition écologique », intervention au colloque organisé par l'EDIEC et l'EDPL sur « Le droit en toutes sobriétés », à Lyon, les 27-28 novembre 2025, actes à paraître aux éd. Mare et Martin (*).

40. Mot d'accueil et présidence de la demi-journée d'étude organisée par l'EDIEC sur « L'actualité du droit du climat », à Lyon, 12 décembre 2025.

41. Animation de la table ronde sur « Peut-on parler de transition juste ? », colloque « Bâtir un droit du Changement Climatique » (projet incubateur sur « La justice climatique et la transition juste ») organisé par le Laboratoire Europe, Espace, Environnement (L3E), Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 22 janvier 2026.

42. Présidence de la séance sur le thème « Objectif : stabiliser la température à long terme », colloque « 10 ans du Réseau Droit et Climat. Avancées, incertitudes, perspectives », Paris 1 – Panthéon-Sorbonne, 26 novembre 2026.

TRAVAUX ET PUBLICATIONS

DROIT DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'URBANISME

♦ Thèse

« Le droit face à la pollution atmosphérique et aux changements climatiques », soutenue le 14 décembre 2001, Université Lyon 3, dir. Pr Jean Untermaier.

♦ Ouvrages, ouvrages collectifs, mélanges

↳ Monographies individuelles

1. *Droit de l'environnement*, éditions Dalloz, 1e éd., 2015, 361 p.

2. *Droit de l'environnement*, éditions Dalloz, 2e éd., 2019, 501 p.

3. *Droit de l'environnement*, éditions Dalloz, 3e éd., 2024, 775 p.

↳ Direction d'ouvrages collectifs

1. *Quel(s) droit(s) pour les changements climatiques ?,* éditions Mare et Martin, 2018, collection de l'ISJPS. Co-direction scientifique avec Ch. Cournil, S. Lavorel et M. Torre-Schaub.

2. *Le droit en toute(s) sobriété(s),* éditions Mare et Martin, à paraître. Co-direction scientifique avec Bernadette Le Baut-Ferrarese et Loïc Robert.

↳ Contributions à des ouvrages collectifs et mélanges, actes de colloque

1. « La réglementation internationale des émissions de CO_2 », *in* N. Farouki (dir.), *Les progrès de la peur*, éd. Le Pommier, 2001, pp. 347-377.

2. « Réflexions sur l'insertion d'un système d'échange de droits d'émission en droit français », in F. Maes (eds)., L'échange des droits de pollution comme instrument de gestion du climat, éditions de La charte, Bruxelles, 2005, pp. 177-188.

3. « L'article 714 du Code civil », in D. Deroussin (dir.), *Passé et présent du droit, n° I. Les grands articles du Code civil*, éd. Le Manuscrit, 2006, pp. 175-186.

4. « L'évolution de la réglementation des rejets d'effluents radioactifs », *in* O. Guézou et S. Manson (dir.), *Droit public et nucléaire*, Bruylant, 2013, pp. 217-225.

5. « Le mécanisme pour un développement propre : marché, équité et protection de l'environnement sont-ils conciliables ? », in J. Sohnle et M.-P. Camproux Duffrène (dir.), *Marché et environnement*, Bruylant, 2014, pp. 409-435.

6. « Justice, équité et responsabilités communes mais différenciées dans les négociations climatiques post-2020 », in A. Michelot (coord.), *La justice climatique. Enjeux et perspectives de la Conférence de Paris (COP 21)*, Bruylant, 2016, p. 277-292.

7. « Impressions générales sur l'Accord de Paris », in M. Torre-Schaub (coord.), *Bilan et perspectives de la COP21. Regards croisés*, IRJS éditions, 2017, pp. 31-43.

8. « Le "mécanisme pour le développement durable" de l'Accord de Paris *:* un MDP 2.0 ? », in Ch. Cournil, S. Lavorel, M. Moliner-Dubost et M. Torre-Schaub (dir.), *Quel(s) droit(s) pour les changements climatiques ?,* éd. Mare & Martin, 2018, pp. 337-347.

9. « Le principe des responsabilités communes mais différenciées », *in* Ph. Billet (coord.), *Des petits oiseaux aux grands principes*, mélanges en l'honneur du professeur Jean Untermaier, éditions Mare & Martin, 2018, pp. 515-530.

10. « L'apport des instruments économiques à la protection du climat », in M. Torre-Schaub (dir.), *Droit et changement climatique et dialogue interdisciplinaire. Comment répondre à l'urgence climatique ? Regards croisés à l'interdisciplinaire*, Mare & Martin, 2020, pp. 105-115.

11. « Intégration(s) / (dés)intégration : quelques réflexions sur le rôle et l'ambivalence de l'intégration dans l'environnementalisation du droit à partir des travaux de Sylvie Caudal », in *L'environnementalisation du droit*, éditions de l'Institut francophone pour la justice et la démocratie, coll. Colloques et essais, 2020, pp. 41-51.

12. « Préjudice moral lié à un dommage écologique ou préjudice écologique ? ». Note sous CAA Lyon, 1e chambre, 23 avril 2009, *Association Club Mouche Saumon Allier et autre*, in C. Chamard-Heim et al. (dir.), *Grandes décisions de la jurisprudence administrative lyonnaise*, LexisNexis, 2021, p. 297.

13. « Il fallait sauver les eaux du lac du Bourget ! ». Note sous TA Grenoble, 31 mars 1976, req. n° 7603, Commune de la Balme Savoie et autres, in C. Chamard-Heim et al. (dir.), *Grandes décisions de la jurisprudence administrative lyonnaise*, LexisNexis, 2021, p. 293.

14. « Les filières REP dans la loi anti-gaspillage », in M. Boul et R. Radiguet (coord.)., *Du droit des déchets au droit du gaspillage. Regards sur la loi du 10 février 2020*, IFJD-Louis Joinet, 2021 pp. 139-152.

15. « La loi relative à l'énergie et au climat : la France à la hauteur de l'urgence climatique ? », in Ch. Cournil (dir.), *La fabrique d'un droit climatique au service de la trajectoire 1.5 °C*, éditions Pédone, 2021, pp. 89-107.

16. « La croissance verte : de la modernisation écologique de l'économie à la modernisation du droit de l'environnement », in V. Coq, H. Devillers et M. Chambon (dir.)., *Le paradigme de la croissance en droit public*, éditions LexisNexis, 2022, pp. 187-197.

17. « Le long terme en droit de l'environnement », in *Le temps en droit administratif*, Dalloz, coll. Thèmes et commentaires, 2022, pp. 217-233.

18. « La police de la circulation envisagée sous le prisme d'une approche intégrée air-climat », in N. Kada (dir.), *Droit et climat. Interventions publiques locales et mobilisations citoyennes*, Dalloz, coll. Thèmes et commentaires, 2022, pp. 3-12.

19. « La protection de l'environnement face au nucléaire civil », in N. Pauthe (dir.), *Le droit public interne face aux spécificités du nucléaire civil*, éditions du Centre Michel de L'Hospital, 2022, pp. 123-136.

20. « Le régime CATNAT face aux risques climatiques », in F. Cafarelli (dir.), *La résilience des territoires exposés aux risques naturels. Le droit à l'épreuve des risques*, éditions Mare & Martin, 2023, pp. 285-294.

21. « Les réponses juridiques aux risques économiques du marché européen du carbone », in M. Torre-Schaub, B. Lormeteau et A. Stevignon (dir.), *Les risques climatiques à l'épreuve du droit*, éditions Mare & Martin, 2023, pp. 311-320.

22. « La charge des aérosols dans l'atmosphère », in M. Dreyfus (dir.), *Le droit français aux prises avec les limites planétaires*, éditions Mare & Martin, 2024, pp. 229-245.

23. « Le développement des zones à faibles émissions mobilité », in L. De Fontenelle et S. Martin (dir.), *Le droit des mobilités*, LexisNexis, 2024, pp. 317-324.

24. « L'association environnementale », in Ch. Roux et C. Meurant (dir.), *Associations et droit public*, éditions IFJD – Institut Louis Joinet, Lextenso LGDJ, 2024, pp. 119-134.

25. « Transition énergétique et limitation des déplacements carbonés », in L. de Fontenelle, S. Martin et A. Laget-Annamayer (dir.), *Le droit à la mobilité existe-t-il vraiment ?*, éditions Mare & Martin, 2026, pp. 107-121.

26. « Les stratégies de décarbonation du transport aérien commercial : don't look up ! », in F. Cafarelli, L. de Fontenelle et S. Martin (dir.), *Mobilités et changement climatique*, éditions Mare & Martin, 2026, pp. 153-166.

27. « L'encadrement de l'action du législateur par la Charte de l'environnement. Étude critique à l'aune de la jurisprudence récente du Conseil constitutionnel », in « La Charte de l'environnement. Nouvel âge, nouveaux horizons ? », à paraître à la *RFDC*.

28. « La sobriété, horizon indépassable de la transition écologique », in B. Le Baut-Ferrase, M. Moliner-Dubost et L. Robert (dir.), *Le droit en toutes sobriétés*, éditions Mare & Martin, à paraître.

29. « Contrôler l'État après les victoires climatiques : le suivi d'exécution comme test d'effectivité », in Ch. Cournil et S. Maljean-Dubois (coord.), *Du jugement à l'effectivité ? Exécution, réceptions, circulations, impacts des décisions de justice climatique*, Dossier spécial à paraître in *Confluence des droits* (en ligne).

♦ Contributions à des encyclopédies juridiques

1. « Air et Climat », LexisNexis, JCl. Administratif, Fasc. 364, création 2008 ; refontes 2012 et 2017.

2. « Risques majeurs », LexisNexis, JCl. Administratif, Fasc. 377, création 2008 ; refontes 2011 et 2017.

3. « Protection des sols », LexisNexis, JCl. Administratif, Fasc. 381, création 2008 ; refonte 2012.

4. « Air et climat. Action sur les émissions. Instruments sectoriels », JCl. Environnement et Développement durable, LexisNexis, Fasc. 3350, création 2008, refontes 2012 et 2016.

5. « Air et climat. Approche qualitative de la protection de l'air. Protection intégrée de l'air et du climat », JCl. Environnement et Développement durable, Fasc. 3320, création 2008, refontes 2012 et 2019.
6. « Bruit », JCl. Administratif, LexisNexis, Fasc. 380, création 2009 ; refontes 2012 et 2017.
7. « Nucléaire », JCl. Environnement et Développement durable, Fasc. 4040, création 2009 ; refontes 2012 et 2017.
8. « Droit minier », JCl. Administratif, LexisNexis, Fasc. 370, création 2015.
9. « Air et climat. Pollution atmosphérique transfrontière », JCl. Environnement et Développement durable, Fasc. 3300, création 2016.
10. « Comment le droit protège-t-il la qualité de l'air ? », in *Encyclopédie de l'environnement*, Univ. Grenoble, 8 septembre 2017 (en ligne) : http://www.encyclopedie-environnement.org/societe/comment-le-droit-protege-t-il-la-qualite-de-lair/
11. « Qualité de l'air », in F. Collart Dutilleul, V. Pironon et A. Van Lang (dir.), *Dictionnaire des transitions écologiques*, LGDJ, éditions de l'Institut Universitaire Varenne, coll. « Transition et Justice », 2018, pp. 96-99.
12. « Déchets », JCl. Administratif, Fasc. 378, création 2009 ; refonte 2011 ; refonte 2018 ; JCl. Environnement et Dév. durable, Fasc. 4190, actualisation 2019.
13. « Plans climat », in F. Collart Dutilleul, V. Pironon et A. Van Lang (dir.), *Dictionnaire des transitions écologiques*, LGDJ, éditions de l'Institut Universitaire Varenne, coll. « Transition et Justice », 2018, pp. 608-609.
14. « Marché », in A. Michelot, B. Lormeteau, A. Jézéquel, J. Jouzel et M. Torre-Schaub (dir.), *Dictionnaire juridique du changement climatique*, Mare & Martin, coll. Droit et Science politique, 2022, pp. 351-352.
15. « Air (qualité) », in A. Michelot, B. Lormeteau, A. Jézéquel, J. Jouzel et M. Torre-Schaub (dir.), *Dictionnaire juridique du changement climatique*, Mare &Martin, coll. Droit et Science politique, 2022, p. 45.
16. « Carte de bruit » (actualisation), in J.-F. Struillou (coord.)., *Dictionnaire de droit de l'urbanisme*, Le Moniteur, 4e éd., sept. 2024.
17. « Charte des parcs naturels régionaux » (actualisation), in J.-F. Struillou (coord.)., *Dictionnaire de droit de l'urbanisme*, Le Moniteur, 4e éd., sept. 2024.
18. « Nuisances » (refonte), in J.-F. Struillou (coord.)., *Dictionnaire de droit de l'urbanisme*, Le Moniteur, 4e éd., sept. 2024.
19. « Parcs naturels régionaux » (actualisation), in J.-F. Struillou (coord.)., *Dictionnaire de droit de l'urbanisme*, Le Moniteur, 4e éd., sept. 2024.
20. « Recul du trait de côte » (création), in J.-F. Struillou (coord.)., *Dictionnaire de droit de l'urbanisme*, Le Moniteur, 4e éd., sept. 2024.
21. « Sols argileux (création), in J.-F. Struillou (coord.)., *Dictionnaire de droit de l'urbanisme*, Le Moniteur, 4e éd., sept. 2024.
22. « Risques technologiques » (refonte), in J.-F. Struillou (coord.)., *Dictionnaire de droit de l'urbanisme*, Le Moniteur, 4e éd., sept. 2024.
23. « Plan climat-air-énergie territorial » (refonte), in J.-F. Struillou (coord.)., *Dictionnaire de droit de l'urbanisme*, Le Moniteur, 4e éd., sept. 2024.
24. « Plan de gêne sonore » (actualisation), in J.-F. Struillou (coord.)., *Dictionnaire de droit de l'urbanisme*, Le Moniteur, 4e éd., sept. 2024.
25. « Plan d'exposition au bruit » (actualisation), in J.-F. Struillou (coord.)., *Dictionnaire de droit de l'urbanisme*, Le Moniteur, 4e éd., sept. 2024.

26. « Plans de prévention des risques technologiques » (actualisation), in J.-F. Struillou (coord.)., *Dictionnaire de droit de l'urbanisme*, Le Moniteur, 4e éd., sept. 2024.

27. « Plan de prévention du bruit » (actualisation), in J.-F. Struillou (coord.)., *Dictionnaire de droit de l'urbanisme*, Le Moniteur, 4e éd., sept. 2024.

28. « Végétalisation » (création), in J.-F. Struillou (coord.)., *Dictionnaire de droit de l'urbanisme*, Le Moniteur, 4e éd., sept. 2024.

29. « Zone à faibles émissions » (création), in J.-F. Struillou (coord.)., *Dictionnaire de droit de l'urbanisme*, Le Moniteur, 4e éd., sept. 2024.

♦ **Articles et études**

1. « Le protocole de 1999 à la convention de Genève sur la pollution atmosphérique transfrontière relatif à la réduction de l'acidification, de l'eutrophisation et de l'ozone troposphérique », *in L'Observateur des Nations Unies* n°11, automne-hiver 2001, Dossier spécial *La protection de l'environnement - Développements conventionnels récents*, pp. 117-139.

2. « Le principe de précaution dans le dossier climatique », *Dr. env.*, n°108, mai 2003, pp. 90-93.

3. « L'intégration des transports dans les documents d'urbanisme », *Études Foncières*, n°103, mai-juin 2003, pp. 16-20.

4. « Pollution atmosphérique : analyse du droit d'émission négociable sous l'angle du droit privé », *Gaz. Pal.*, septembre-octobre 2003, pp. 2790-2795.

5. « La maîtrise spatiale des nuisances et des risques - 1e partie : Le droit des installations classées », *Études Foncières*, n°105, septembre-octobre 2003, pp. 34-39.

6. « Les modalités d'intégration des permis d'émission négociables en droit interne », *RJEP - CJEG*, n° 602, octobre 2003, pp. 489-493.

7. « Les permis d'émission négociables et le principe pollueur-payeur », *AJDA* 17 novembre 2003, pp. 2073-2075.

8. « Infrastructures et réseaux de transports : progresse-t-on vraiment vers une mobilité durable ? », *Ann. Voirie,* n° 81, novembre 2003, pp. 186-190.

9. « La maîtrise spatiale des nuisances et des risques - 2e partie : Les règlements d'urbanisme », *Études Foncières*, n°106, novembre-décembre 2003, pp. 34-39.

10. « Le droit de chacun à respirer un air qui ne nuise à pas sa santé », *RJE*, n° 4, 2003, pp. 431-445.

11. « La maîtrise spatiale des nuisances et des risques - 3e partie : Le permis de construire », *Études Foncières*, n°107, janvier-février 2004, pp. 30-34.

12. « La planification intégrée des déplacements urbains », *Dr. et Ville*, n°56, 2004, pp. 153-172.

13. « L'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre en droit interne et communautaire », *BDEI,* n° 4, septembre 2004, pp. 4-9.

14. « Le mécanisme pour un développement propre : une nouvelle voie de coopération et de transferts Nord/Sud ? », *RGDIP* n° 4, octobre-décembre 2004, pp. 963-986.

15. « L'application du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles (catnat) aux dommages liés à la subsidence », *AJCT* février 2011, pp. 74-76.

16. « Démocratie environnementale et participation des citoyens », *AJDA* 14 février 2011, pp. 259-263.

17. « Expropriation et environnement », *JCP A*, 21 février 2011, étude 2075.

18. « Les plans de prévention et de gestion des déchets », Dossier *Les déchets*, *AJCT* mai 2011, pp. 215-217.

19. « La pollution atmosphérique », *Culture Droit*, décembre 2011, p. 12.

20. « Les projets énergétiques dans les mécanismes de Kyoto : enjeux et défis environnementaux », *Dr. env.* n° 199, mars 2012, pp. 79-82.

21. « Le bruit, parent pauvre du droit de l'environnement ? Plaidoyer pour l'environnement sonore », *Environnement et dév. durable*, juin 2012, étude 9.

22. « Les détenus ont-ils le droit de vivre dans un environnement sain ? (ou sont-ils condamnés à vivre dans un environnement tabagique ?) », *RJE* n° 1, 2012, pp. 9-21.

23. « Réflexions environnementalistes sur la protection juridique du calme », *RDP* n° 4, 2012, pp. 1133-1143.

24. « Les lanceurs d'alerte dans le domaine de l'environnement », *in La clarification des compétences institutionnelles dans le domaine de l'environnement*, *RJE* n° spécial 2013, pp. 87-108.

25. « Le destinataire des politiques environnementales », *RFDA* mai-juin 2013, pp. 505-508.

26. « Le dispositif UNECE de lutte contre la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance », *Riséo* (risques, études et observations) 2013-2, en ligne (https://www.riseo.cerdacc.uha.fr).

27. « L'instauration de servitudes pour la préservation des corridors écologiques », *Les cahiers du GRIDAUH* n° 28, 2015, pp. 87-97.

28. « La nouvelle planification environnementale (déchets et SRADDET) », in dossier *Loi NOTRe*, *AJCT* novembre 2015, pp. 562-567.

29. « La citoyenneté environnementale », *AJDA* 11 avril 2016, pp. 646-651.

30. « Le territoire du risque », in *Mouvement et environnement. Considérations sur le déplacement en droit de l'environnement*, *RJE* n° 3, 2016, pp. 468-475.

31. « Quel rôle pour les mécanismes d'incitation économique pour le carbone forestier dans la mise en œuvre de l'Accord de Paris ? », *Énergie - Environnement – Infrastructures*, mai 2018, étude 7.

32. « Les obligations de l'État français en matière de lutte contre le changement climatique », in A. Van Lang (coord.), *Le contentieux climatique devant le juge administratif*, dossier *RFDA* n° 5, 2019, pp. 629-636.

33. « La police de la circulation au service de l'environnement », in dossier *La police de l'environnement*, *AJCT* sept. 2019, pp. 382-385.

34. « Encadrement des chiens dangereux. Rôle du maire », in dossier *Le maire et l'animal*, *AJCT* mars 2020, p. 126.

35. « Catastrophes naturelles, calamités publiques, quelle(s) définition(s) ? », in dossier *Catastrophes naturelles, calamités publiques et collectivités, AJCT* sept. 2020, p. 388.c

36. « Vers des marchés internationaux du carbone pour l'Accord de Paris ? Que retenir de la COP 26 ? » (co-écrit avec Vincent Bertrand), *Énergie - Environnement – Infrastructures*, févr. 2022, étude 3.

37. « Quand les collectivités territoriales se rebellent contre l'État. L'exemple de la politique environnementale », in dossier Les relations État – collectivités territoriales, *AJCT* fév. 2022, p. 84.

38. « La qualité de l'air saisie par le droit de l'Union européenne ». – Présentation, *Énergie - Environnement – Infrastructures*, octobre 2022, étude 22.

39. « La qualité de l'air saisie par le droit de l'Union européenne ». – Volet 1 : « Les directives sur la qualité de l'air », *Énergie - Environnement – Infrastructures*, octobre 2022, étude 23.

40. « La qualité de l'air saisie par le droit de l'Union européenne ». – Volet 2 : « La directive sur la réduction des émissions nationales de certains polluants atmosphériques (directive NEC-2) », *Énergie - Environnement – Infrastructures*, novembre 2022, étude 25.

41. « Régime CatNat : la multiplication des retouches ne fait pas une réforme ». – « Présentation », *Énergie - Environnement – Infrastructures*, juin 2023, Dossier 1.

42. Régime CatNat : la multiplication des retouches ne fait pas une réforme ». – Volet 1 : « Le régime d'indemnisation des dommages liés aux catastrophes naturelles (CatNat) », *Énergie - Environnement – Infrastructures*, juin 2023, Dossier 2.

43. « Régime CatNat : la multiplication des retouches ne fait pas une réforme ». – Volet 2 : « Les dispositions spécifiques au risque de retrait-gonflement des argiles », *Énergie - Environnement – Infrastructures*, juin 2023, dossier 3.

44. « La valorisation des déchets métalliques très faiblement radioactifs en France. À propos de l'arrêt du Conseil d'État du 27 mars 2023, Association Réseau Sortir du Nucléaire », *Énergie - Environnement – Infrastructures*, juillet 2023, étude 18.

45. « COP28. L'opérationnalisation a minima du Fonds "Pertes et Préjudices" », (étude co-écrite avec S. Lavorel), *Énergie - Environnement – Infrastructures*, février 2024, étude 5.

46. « Stocamine : après vingt ans d'atermoiements, l'urgence à confiner définitivement les déchets est finalement caractérisée. À propos de la décision du Conseil d'État du 16 février 2024, n° 489591, Sté Les Mines de potasse d'Alsace », *Énergie - Environnement – Infrastructures*, avr. 2024, étude 12.

47. « Coup de frein sur les aides à l'acquisition de véhicules peu polluants. (Quelques remarques sur les contradictions affectant la politique de soutien à l'électrification des mobilités routières) », *Énergie - Environnement – Infrastructures*, mars 2025, étude 7.

48. « Négociations sur le traité mondial contre la pollution plastique : waste(d) time ? », *Dr. envir.*, n° 342, décembre 2025-février 2026, pp. 257-261.

49. « Les collectivités territoriales face au défi de la planification de l'adaptation au changement climatique », in Dossier « Quelle(s) collectivité(s) pour demain ? », *AJCT* décembre 2026, à paraître.

♦ Notes, commentaires et tribunes

1. « L'isolation des "points noirs" du bruit des réseaux routiers et ferroviaires ». Commentaire du décret n° 2003-1392 du 23 décembre 2003 modifiant le décret n°2002-867 du 3 mai 2002 relatif aux subventions accordées par l'État concernant les opérations d'isolation acoustique des points noirs du bruit des réseaux routiers et ferroviaires nationaux, *Ann. Voirie,* n° 83, janvier-février 2004, pp. 15-16.

2. « L'extension du champ d'intervention de la commission départementale de sécurité et d'accessibilité ». Commentaire du décret n° 2004-160 du 17 février 2004, *Ann. voirie,* n° 85, avril 2004, pp. 67-68.

3. « Les conditions d'élaboration des plans régionaux pour la qualité de l'air ». Commentaire du décret n°2004-195 du 24 février 2004, *Dr. env.,* n°117, avril 2004, p. 61.

4. « Ozone : nouvelles dispositions concernant l'alerte à la pollution ». Commentaire du décret n°2003-1085 du 12 novembre 2003, *Dr. env.*, n°117, avril 2004, p. 62.

5. « Le système français d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre ». Commentaire de l'ordonnance n°2004-330 du 14 avril 2004 portant création d'un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, *AJDA* 7 juin 2004, pp. 1132-1134.

6. « Le financement des opérations inscrites au contrat de plan Etat-région et la politique des transports : l'apport de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales », *Ann. Voirie*, n° 92, décembre 2004, pp. 232-233.

7. « L'évaluation et la gestion du bruit dans l'environnement ». Commentaire de l'ordonnance n° 2004-1199 du 12 novembre 2004 prise pour la transposition de la directive 2002/49/CE du Parlement européen et du Conseil du 25 juin 2002 relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement, *Ann. voirie*, n° 93, janvier-février 2005, pp. 17-18.

8. « Le budget Routes et Transports terrestres dans la loi de finances ». Commentaire de la loi n° 2004-1484 du 30 décembre 2004 de finances pour 2005, *Ann. voirie*, n° 94, mars 2005, pp. 40-41.

9. « Le juge civil et l'installation classée causant un trouble anormal de voisinage ». Note sous Cass. Civ. 1e, 13 juillet 2004, Lacroix c/ Chassely et autres, *AJDA* 13 juin 2005, pp. 1235-1238.

10. « L'allégement des procédures d'adoption et de révision des schémas de services collectifs et la suppression des schémas multimodaux de services collectifs de transport ». Commentaire de l'ordonnance n° 2005-654 du 8 juin 2005, *Ann. voirie*, n° 98, juillet-août 2005, pp. 130-131.

11. « Le décret du 7 novembre 2008 relatif à la qualité de l'air », *Dr. env.* n° 169, juin 2009, pp. 30-33.

12. « La qualité d'exploitant d'une installation classée ne peut pas être transmise sans l'accord du préfet ». Note sous CE, 29 mars 2010, Communauté de communes de Fécamp, *AJDA* 13 septembre 2010, pp. 1655-1659.

13. « De la latitude du préfet révisant le POS incompatible avec un PIG ». Obs. sous CE, 19 juillet 2010, M. Raymond D et a., *AJCT* novembre 2010, p. 134.

14. « La libre administration des collectivités face à la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme ». Obs. sous CE, 15 septembre 2010, n° 330734, M. Joël A, *AJCT* décembre 2010, p. 180.

15. « La preuve de la présence de la notice explicative dans le dossier d'enquête publique ». Obs. sous CAA Nancy, 7 octobre 2010, n° 09NC01378, Caretto et a., *AJCT* décembre 2010, p. 181.

16. « Les difficultés d'application du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles (CATNAT) aux dommages liés à la subsidence : illustration ». Note sous CAA Lyon, 25 mars 2010, Commune de Cournon d'Auvergne, Commune d'Aubière, Commune de Clermont-Ferrand, Commune de Ceyrat (4 arrêts), *Revue (électronique) de jurisprudence d'Alyoda* n° 1, 2011.

17. « L'annulation du plan de déplacements urbains de l'agglomération grenobloise confirmée en appel ». Note sous CAA Lyon, n° 09LY01843, 14 décembre 2010, Synd. mixte des transports en commun de l'agglomération grenobloise, *Revue (électronique) de jurisprudence d'Alyoda*, n° 2, 2011.

18. « Le classement irrégulier en zone constructible peut être la cause directe de la dépréciation de terrains ultérieurement classés inconstructibles ». Obs. sous CE, 22 octobre 2010, n° 326949, M. Bernard et Mme Tanter, *AJCT* février 2011, p. 99.

19. « L'office du juge de plein contentieux en matière d'autorisation d'exploitation de carrières ». Obs. sous CE, 10 janvier 2011, Assoc. Oiseaux Nature et a., *AJCT* mai 2011, p. 244.

20. « La délibération qui confère au maire l'exercice du droit de préemption urbain n'a pas à indiquer les conditions particulières de cette délégation ». Obs. sous CE, 2 mars 2011, Commune de Brétignolles-sur-Mer, *AJCT* juin 2011, pp. 309-310.

21. « Les équipements nécessaires à des activités économiques et commerciales ne sont pas des équipements publics ». Obs. sous CE, 28 mars 2011, Groupement des usagers de l'aérodrome de Saint-Cyr-l'Ecole, *AJCT* juillet-août 2011, pp. 367-368.

22. « L'implantation d'éoliennes en commune littorale doit être réalisée en continuité avec l'urbanisation existante ». Obs. sous CAA Nantes, 28 janvier 2011, Société Néo Plouvien, *AJCT* juillet-août 2011, p. 359.

23. « Confirmation de l'annulation du plan de déplacements urbains de l'agglomération grenobloise ». Note sous CAA Lyon, 14 décembre 2010, SMTC, *Dr. voirie et dom. public,* n° 154, juillet-août 2011, pp. 112-115.

24. « Pas d'éoliennes au voisinage des radars de la Défense nationale ». Obs. sous CAA Nancy, 9 juin 2011, *Ministre de l'Écologie, de l'Energie, du développement durable et de la Mer c/ Sté ENEL EURELIS*, req. n° 10NC01162, *AJCT* novembre 2011, pp. 524-525.

25. « La notion de détenteur de déchets précisée par le Conseil d'État ». Obs. sous CE, 26 juillet 2011, Commune de Saint-Palais-sur-Vienne, *AJCT* décembre 2011, pp. 572-573.

26. « Le maire n'est pas compétent pour réglementer l'implantation d'antennes de téléphonie mobile ». Obs. sous CE, Ass., 26 octobre 2011, Commune de Saint-Denis, *AJCT* janvier 2012, pp. 37-40.

27. « Les limites de la compétence de l'autorité élaborant le plan d'élimination des déchets ménagers ». Obs. sous CE, 30 décembre 2011, Société Terra 95, *AJCT* avril 2012, p. 213.

28. « Le régime transitoire des parcs nationaux existants ». Obs. sous CE 23 mars 2012, Jean L. et autres et Commune de Hures La Parade (2 arrêts), *AJCT* juillet-août 2012, pp. 377-378.

29. « L'automaticité du référé environnemental mise à mal par l'exception d'intérêt général ». Obs. sous CE Sect. 16 avril 2012, Commune de Conflans-Sainte-Honorine et autres, *AJCT* septembre 2012, p. 440-441.

30. « Publication des prescriptions relatives à la surveillance et à la déclaration des émissions de gaz à effet de serre dans le cadre de la 3e période du système d'échange de quotas ». Commentaire du règlement (UE) du 21 juin 2012 relatif à la surveillance et à la déclaration des émissions de gaz à effet de serre au titre de la directive 2003/87/CE, *Environnement et dév. durable*, octobre 2012, comm. 73.

31. « Environnement : les enseignements des décisions QPC de juillet 2012 sur le principe de participation ». Obs. sous Cons. const., 13 juillet 2012, n° 2012-262 QPC*,* 27 juillet 2012, n° 2012-269 QPC et 27 juillet 2012, n° 2012-270 QPC, *AJCT* octobre 2012, pp. 492-495.

32. « Marée noire de l'Erika : double victoire pour les parties civiles et pour l'environnement ». Obs. sous Cass. Crim., 25 septembre 2012, *AJCT* décembre 2012, p. 620-624.

33. « Qualité de "détenteur" de déchets abandonnés et responsabilité du propriétaire du terrain vues par la Cour de cassation ». Obs. sous Cass. Civ. 3e, 11 juillet 2012, n° 11-10.478, *AJCT* décembre 2012, p. 629.

34. « Éoliennes : dans quels cas le permis de construire peut-il être valablement refusé ? », Note sous CAA Lyon, 2 octobre 2012, n° 11LY01499, (SAS) Les vents Picards, *Revue (électronique) de jurisprudence d'Alyoda*, n° 1, 2013.

35. « Grand Paris : le Conseil d'État valide la fusion des projets soumis à débat public conjoint ». Obs. sous CE, 4 juin 2012, Commune de Clamart et Commune de Drancy, *AJCT* janvier 2013, pp. 46-47.

36. « Le maire ne peut en aucun cas s'immiscer dans la police spéciale des OGM ». Obs. sous CE 24 septembre 2012, Commune de Valence, req. n° 342990, *AJCT* janvier 2013, p. 57.

37. « Confirmation de l'applicabilité (virtuelle) du principe de précaution aux décisions d'urbanisme relatives aux antennes relais ». Obs. sous CE 8 octobre 2012, Commune de Lunel, req. n° 342423 et CE 11 octobre 2012, SFR, req. n° 357804, *AJCT* mars 2013, pp. 144-145.

38. « Abandon des ZAPA ». Commentaire du communiqué de presse du Ministère de l'Écologie sur le plan d'urgence pour la qualité de l'air, *Environnement et dév. durable,* avril 2013, alerte 75.

39. « Les vols intercontinentaux à l'arrivée et au départ de l'Union temporairement exclus du SEQE ». Commentaire de la décision n° 377/2013/UE, 24 avr. 2013 dérogeant temporairement à la directive 2003/87/CE établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans la Communauté, *Environnement et dév. durable,* juin 2013, alerte 119.

40. « La loi sur l'indépendance de l'expertise en matière de santé et d'environnement et la protection des lanceurs d'alerte : un titre prometteur mais un contenu décevant », commentaire de la loi n° 2013-316 du 16 avril 2013, *RJE* n° 3, 2013, pp. 415-424.

41. « La responsabilité du propriétaire du terrain au titre de la police des déchets revêt un caractère subsidiaire ». Obs. sous CE, 1er mars 2013, Société Natiocrédimurs et société Finamur, *AJCT* juillet-août 2013, p. 354.

42. « Vade-mecum du Conseil d'État sur l'application du principe de précaution aux déclarations d'utilité publique ». Obs. sous CE Ass., 12 avril 2013, Assoc. coordination interrégionale stop THT et a., *AJCT* septembre 2013, p. 421.

43. « L'État est condamné à rembourser les dépenses des collectivités publiques pour lutter contre les marées vertes ». Obs. sous TA Rennes, 12 avril 2013, Département des Côtes-d'Armor, *AJCT* septembre 2013, p. 430.

44. « L'article 3 de la Charte de l'environnement et les actes réglementaires : changement de cap du Conseil d'État ». Obs. sous CE, Ass., 12 juillet 2013, Fédération nationale de la pêche en France, *AJCT* déc. 2013, p. 581.

45. « Responsabilité du propriétaire négligent à l'égard de déchets abandonnés sur son terrain : épilogue de l'affaire Wattelez ». Obs. sous CE, 25 septembre 2013, *Société G c/ Commune de Palais-sur-Vienne*, *AJCT* janvier 2014, p. 59.

46. « Contrôle restreint du juge de l'excès de pouvoir sur le périmètre d'un parc naturel régional », Obs. sous CE, 20 décembre 2013, *Assoc. France Nature Environnement et al.*, *AJCT* mai 2014, p. 266.

47. « Nouvelle hypothèse de responsabilité du propriétaire à l'égard de déchets abandonnés sur son terrain ». Obs. sous CE, 24 octobre 2014, *Société Unibail-Rodamco, AJCT* janv. 2015, p. 44.

48. « Responsabilité de l'État pour cause de marées vertes : *bis repetita* ». Obs. sous CAA Nantes, 23 décembre 2014, *Ministre de l'Écologie*, *AJCT* avril 2015, p. 223.

49. « Bonus écologique pour les véhicules neufs », note sous CE, 5 mars 2014, *Fédération française des distributeurs automobiles indépendants*, *RJE* n° 1, 2015, pp. 115-119.

50. « L'environnement, ça (re)commence à bien faire ? », Tribune, *AJCT* juillet-août 2015, p. 361.

51. « Le projet d'intérêt général n'est pas une décision prise dans le domaine des déchets ». Obs. sous CE 30 mars 2015, *Société SITA Ile-de-France*, *AJCT* septembre 2015, pp. 472-473.

52. « Examen au cas par cas de la nécessité d'une évaluation environnementale et contrôle du juge des référés de l'article L. 122-12 du code de l'environnement ». Obs. sous CE 19 juin 2015, Commune de Saint-Leu et autres, *AJCT* décembre 2015, p. 656.

53. « La réserve de stabilité sauvera-t-elle le marché européen du carbone ? », Commentaire de la décision n° 2015/1814/UE du 6 oct. 2015, *Énergie - Environnement – Infrastructures*, décembre 2015, comm. 93.

54. « La stratégie bas-carbone et les budgets carbone adoptés ». Commentaire du décret n° 2015-1491 du 18 novembre 2015, *Énergie - Environnement – Infrastructures*, janvier 2016, comm. 4.

55. « La directive sur les installations moyennes de combustion : exigences minimales et procrastination maximale ! ». Commentaire de la directive (UE) 2015/2193 du 25 novembre 2015 relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes, *Énergie - Environnement – Infrastructures*, février 2016, comm. 11.

56. « Indemnisation des victimes des essais nucléaires : précisions sur le renversement de la présomption de causalité ». Note sous CE 7 déc. 2015, n° 378325, Mme A, *Énergie - Environnement – Infrastructures*, février 2016, comm. 10.

57. « Modification des dispositions relatives aux bilans d'émission de gaz à effet de serre et aux audits énergétiques ». Commentaire de l'ordonnance n° 2015-1737 et du décret n° 2015-1738 du 24 décembre 2015, *Énergie - Environnement – Infrastructures*, avril 2016, comm. 33.

58. « Codification et clarification des dispositions réglementaires relatives à l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN) ». Commentaire du décret n° 2016-283 du 10 mars 2016 relatif à l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire, *Énergie - Environnement – Infrastructures*, mai 2016, comm. 40.

59. « L'autorisation d'une surface commerciale peut être annulée en cas d'équipements routiers insuffisants ». Comm. Sous CAA Bordeaux, 5 novembre 2015, SAS Espaces verts, *Droit de la voirie et du domaine public* n° 190, mai-juin 2016, p. 56-60.

60. « Réforme en demi-teinte des procédures de gestion des épisodes de pollution atmosphérique ». Commentaire de l'arrêté du 7 avril 2016 relatif au déclenchement des procédures préfectorales en cas d'épisodes de pollution de l'air ambiant, *Énergie - Environnement – Infrastructures*, juin 2016, comm. 46.

61. « Vers une réduction des émissions de polluants atmosphériques et de gaz à effet de serre des plateformes aéroportuaires ». Commentaire du décret n° 2016-565 du 10 mai 2016 pris pour l'application de l'article 45 de la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la

transition énergétique pour la croissance verte*, Énergie - Environnement – Infrastructures*, juillet 2016, comm. 56.

62. « Développements estivaux sur les outils de protection intégrée de l'air et du climat »*, Énergie - Environnement – Infrastructures*, octobre 2016, comm. 70.

63. « Les zones à circulation restreinte peuvent être lancées »*, Énergie - Environnement – Infrastructures*, novembre 2016, comm. 78.

64. « Appréciation de la condition d'anormalité de la sécheresse pour la prise en charge des dommages de subsidence au titre des catastrophes naturelles ». Obs. sous CE 20 juin 2016, *Ministre de l'Intérieur c/ Commune de Meudon, AJCT* décembre 2016, p. 643.

65. « Nouvelles précisions sur le périmètre des parcs naturels régionaux ». Obs. sous CE 8 juin 2016, Association « Baronnies libres sans parc », *AJCT* décembre 2016, p. 645.

66. « Réduction des émissions nationales de certains polluants atmosphériques. Commentaire de la directive (EU) 2016/2284 du 14 décembre 2016 concernant la réduction des émissions nationales de certains polluants atmosphériques, modifiant la directive 2003/35/CE et abrogeant la directive 2001/81/C) », *Énergie - Environnement – Infrastructures*, février 2017, comm. 9.

67. « Le bonus-malus écologique 2017 », *Énergie - Environnement – Infrastructures*, mars 2017, comm. 17.

68. « L'EPCI compétent en matière de SCoT doit être associé à l'élaboration du plan de prévention des risques naturels prévisibles ». Obs. sous CE 5 décembre 2016, *Ministre de l'Écologie, du développement durable et de l'énergie c/ M. Demars et a.*, *AJCT* mai 2017, p. 290.

69. « Le dispositif national de surveillance de la qualité de l'air ». Commentaire de l'arrêté du 19 avril 2017 relatif au dispositif national de surveillance de la qualité de l'air, *Énergie - Environnement – Infrastructures*, juill. 2017, comm. 43.

70. « Publication et autres actualités de la convention de Minamata sur le mercure », *Énergie - Environnement – Infrastructures*, nov. 2017, comm. 63.

71. « Bonus-malus écologiques et prime à la conversion : les dispositions applicables en 2018 », *Énergie - Environnement – Infrastructures*, mars 2018, comm. 17.

72. « L'asymétrie de l'appréciation temporelle de la compatibilité d'une installation classée avec un document d'urbanisme ». Obs. sous CE, 29 janvier 2018, Société d'assainissement du parc automobile niçois, *AJCT* mai 2018, p. 272.

73. « Reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle : les ministres peuvent s'appuyer sur les travaux de Météo France ». Obs. sous CE 16 mars 2018, *Commune de Bonneuil-sur-Marne c/ Ministre de l'Intérieur*, req. n° 389176, *AJCT* juill. 2018, p. 395.

74. « Le Conseil d'État valide l'évaluation du coût de Cigéo ». Note sous CE, 11 avr. 2018, Assoc. « Mouvement interassociatif pour les besoins de l'environnement en Lorraine - Lorraine nature environnement » et a. et Assoc. « Les Amis de la Terre France », *Énergie - Environnement – Infrastructures*, août-sept. 2018, comm. 46.

75. « Déclaration d'utilité publique et principe de prévention ». Comm. sous CE, 9 juillet 2018, Commune de Villiers-le-Bâcle et a., *JCP A*, 29 oct. 2018, comm. 2293.

76. « Pas de zones d'exclusion des antennes relais dans le plan local d'urbanisme en l'absence d'éléments circonstanciés ». Obs. sous CAA Bordeaux, 16 novembre 2018, Commune de Ramonville-Saint-Agne, *AJCT* mars 2019, p. 148.

77. « Règlement local de publicité et intérêt de la sécurité routière ». Obs. sous CAA Bordeaux, 4 décembre 2018, Communauté d'agglomération d'Agen, *AJCT* avril 2019, p. 202.

78. « Prorogation de la DUP : les évolutions même significatives du contexte factuel n'impliquent pas une nouvelle enquête publique ». Obs. sous CE 13 mars 2019, *Association Alsace Nature et commune de Kolbsheim*, *AJCT* juin 2019, p. 311.

79. « Reconnaissance très partielle de la responsabilité de l'État en matière de pollution atmosphérique ». Note sous TA Montreuil, 8e ch., 25 juin 2019, Mme T., *Énergie - Environnement – Infrastructures*, juillet-août 2019, comm. 41.

80. « Directive Air pur pour l'Europe : précisions de la CJUE sur les modalités d'évaluation de la qualité de l'air ». Note sous CJUE, 1e ch., 26 juin 2019, n° C-723/17, Lies Craeynest et a. et ClientEarth, *Énergie - Environnement – Infrastructures*, juillet-août 2019, comm. 40.

81. « Le droit de l'Union européenne au cœur du dilemme de la sortie du nucléaire ». Note sous CJUE (GC), 29 juill. 2019, aff. C-411/17, Inter Environnement Wallonie and Bond Beter Leefmilieu Vlaanderen (co-écrit avec B. Le Baut-Ferrarèse), *Énergie - Environnement – Infrastructures*, décembre 2019, comm. 58.

82. « Directive Air pur pour l'Europe : la France condamnée pour les dépassements systématiques et persistants des valeurs limites en dioxyde d'azote ». Note sous CJUE, 7e ch., 24 oct. 2019, n° C-636/18, Commission européenne c. République française, *Énergie - Environnement – Infrastructures*, décembre 2019, comm. 59.

83. « Caractère privé de la convention passée entre un syndicat mixte et un éco-organisme pour la collecte des déchets dangereux des ménages ». Obs. sous T. confl., 1er juillet 2019, Société EcoDDS c/ Syndicat mixte Sud Rhône environnement, *AJCT* décembre 2019, p. 581.

84. « Sols pollués par une installation classée : prescription de l'obligation de remise en état ». Obs. sous CE 13 nov. 2019, Commune de Marennes, *AJCT* mars 2020, p. 151.

85. « La LOM et la pollution atmosphérique : les principaux aspects intéressant les collectivités territoriales », in dossier *La loi d'orientation des mobilités*, *AJCT* avril 2020, p. 195.

86. « Crise des déchets en Corse : légalité de la réquisition du centre de stockage de déchets non dangereux de Prunelli ». Obs. sous TA Bastia, 21 novembre 2019, *Communauté de communes du Fium'Orbu Castellu*, *AJCT* juin 2020, p. 306.

87. « Pollution de l'air : pas de constitution de partie civile du chef de mise en danger d'autrui pour les associations de protection de l'environnement ». Note sous Cass. Crim. 8 septembre 2020, n° 19-84.995, Association Écologie sans frontière et n° 19-85.004, Association Générations futures, *Énergie - Environnement – Infrastructures*, novembre 2020, comm. 36.

88. « De la difficulté d'accéder à l'information environnementale, en particulier nucléaire ». Comm. sous TA Lyon, 8 oct. 2020, association sortir du nucléaire Bugey, *Revue (électronique) de jurisprudence d'Alyoda* 1-2021 (https://www.alyoda.eu/index.php?option=com_content&view=category&layout=blog&id=867&Itemid=776).

89. « "Affaire du siècle", 1er round : inaction climatique de l'État et préjudice écologique ». Obs. sous TA Paris, 3 février 2021, *Association Oxfam France et autres*, *AJCT* mai 2021, pp. 255-256.

90. « Inconstitutionnalité des chartes d'engagements phytosanitaires ». Obs. sous Cons. const., 19 mars 2021, déc. n° 2021-891 QPC, *Association Générations futures et autres, AJCT* juin 2021, p. 323.

91. « Arrêté "anti-pesticides" : pas d'atteinte grave aux libertés mais un doute sérieux sur la compétence du maire fondée sur la police des déchets ». Obs. sous TA Nantes, ord. 5 mars

2021, *Préfet de la Loire-Atlantique,* et TA Nantes, ord. 9 avr. 2021, *Préfet de Loire-Atlantique*, *AJCT* juin 2021, p. 321.

92. « Évaluation environnementale des projets : cent fois (ou presque !) sur le métier, remettez votre ouvrage ». Obs. sous CE, 15 avril 2021, *Associations France Nature Environnement et France Nature Environnement Allier*, *AJCT* octobre 2021, pp. 484-485.

93. « Environnementalisation des titres d'occupation du domaine public par la loi climat-résilience (LCR) ». Obs. sous L. n° 2021-1104, 22 août 2021, *JCP A* 25 octobre 2021, 2317.

94. « Interdiction d'utiliser des engrais chimiques sur le domaine des personnes publiques ». Obs. sous L. n° 2021-1104, 22 août 2021, *JCP A* 25 octobre 2021, 2318.

95. « La méconnaissance du principe de précaution justifie l'annulation de l'autorisation de mise sur le marché du Roundup Pro 360 », note sous CAA Lyon, 29 juin 2021, Société Bayer Seeds SAS et ANSES, *Revue de jurisprudence d'Alyoda* (en ligne), octobre 2021.

96. « Épandage de pesticides : le pouvoir règlementaire doit à nouveau revoir sa copie ». Obs. sous CE, 26 juill. 2021, *Collectif des maires antipesticides et autres*, *AJCT* décembre 2021, p. 600.

97. « Les déchets et la lutte contre le gaspillage dans la loi Climat et Résilience : une réelle avancée plus d'un an après la loi Anti-gaspillage et Economie circulaire ? », in dossier « Loi Climat et Résilience », *AJCT* décembre 2021, pp. 572-575.

98. « La préservation de la qualité de l'air et la réduction des émissions de gaz à effet de serre dans la loi Climat – Résilience », in dossier « Loi Climat et Résilience », *AJCT* décembre 2021, pp. 564-567.

99. « Condamnation de la France pour non-respect de la directive « Air pur pour l'Europe » concernant les particules PM10 ». Commentaire sous CJUE (10e ch), 28 avril 2022, Commission européenne c/ République française, n° C-286/21, *RJE* n° 3, 2022, pp. 643-655.

100. « Le droit à l'environnement, liberté fondamentale », tribune *AJCT* 24 octobre 2022, p. 477.

101. « Qualité de l'air ambiant : mieux mais pas suffisant pour éviter le paiement d'une nouvelle astreinte ». Note sous CE, 17 octobre 2022, *Association les Amis de la Terre et autres*, n° 428409, *Énergie - Environnement – Infrastructures*, décembre 2022, comm. 86.

102. « Pas de responsabilité de l'État pour des dommages causés aux particuliers par des violations du droit de l'Union concernant la qualité de l'air ambiant », Note sous CJUE (GC), 22 décembre 2022, *JP c/ Ministre de la transition écologique*, aff. n° C-61/21, *Énergie - Environnement – Infrastructures*, février 2023, comm. 26.

103. « Ouverture du référé-liberté au "droit à l'environnement" : premières décisions ». Note sous CE, ord. 20 sept. 2022, *Mr et Mme C…,* n° 451129, TA Marseille, ord. 5 oct. 2022, *Association « Les amis de la montagne de Lure »*, n° 2208000 et TA Lille, ord. 14 oct. 2022, *Association pour l'intérêt général des Évinois et communauté d'agglomération Henin-Carvin*, n° 2207659, *AJCT* février 2023, pp. 121-123.

104. « Une dérogation autorisant des niveaux d'émission moins stricts ne saurait être accordée dans une zone ne respectant pas les normes de qualité de l'air ». Note sous CJUE (2e ch.), 9 mars 2023, Sdruzhenie « Za Zemyata – dostap do pravosadie » et a., aff. C-375/21, *Énergie - Environnement – Infrastructures*, juin 2023, comm. 51.

105. « Responsabilité du fait de la pollution de l'air à proximité d'une école : circulez, il n'y a rien à voir ! », Note sous TA Lyon, 24 février 2023, *Association Greenpeace France et autres*, req. n° 2007414, *AJCT* juin 2023, p. 374.

106. « Premières condamnations de l'État à indemniser les conséquences de la pollution de l'air à Paris », note sous TA Paris, 16 juin 2023, n° 2019924 et n° 2019925 (deux jugements), *Énergie - Environnement – Infrastructures*, août-sept. 2023, comm. 71.

107. « Droit des générations futures et stockage des déchets radioactifs en couche géologique profonde : la prudente audace du Conseil constitutionnel (observations sur deux oxymores) ». Obs. ss Cons. const. 27 octobre 2023, déc. n° 2023-1066 QPC, *Assoc. Meuse nature environnement et a., AJCT* janvier 2024, p. 35 s.

108. « La lutte contre la pollution de l'air à bout de souffle ? », Commentaire (co-écrit avec Marta Torre-Schaub) sous CE, 24 nov. 2023, Les Amis de la Terre, *JCP A*, 25 mars 2024, 2081.

109. « L'économie circulaire et les déchets dans la loi Industrie verte », in dossier « loi relative à l'industrie verte » *AJCT* mars 2024, p. 142.

110. « L'immobilier de l'État, "angle mort de la politique d'adaptation au réchauffement climatique" », obs. ss Cour des comptes, Rapport public 2024, chapitre 6, *JCP A*, 6 mai 2024, 2131.

111. « L'adaptation du droit de la responsabilité civile aux enjeux actuels fait régresser la protection de l'environnement ! », note ss Loi n° 2024- 346 du 15 avr. 2024 visant à adapter le droit de la responsabilité civile aux enjeux actuels, *Énergie - Environnement – Infrastructures*, juin 2024, comm. 65.

112. « Refonte de la directive concernant la qualité de l'air : enfin un air pur pour l'Europe ? », note ss Directive (UE) 2024/2881 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2024 concernant la qualité de l'air ambiant et un air pur pour l'Europe, *Énergie - Environnement – Infrastructures*, février 2025, comm. 16.

113. « Traité sur la pollution plastique : échec des négociations à Busan », tribune, *Dr. envir.*, n° 339, mars-mai 2025, pp. 14-15.

114. « Contentieux "Les Amis de la Terre" sur la qualité de l'air : l'injonction exécutée (ou presque !) », comm. ss CE, 25 avril 2025, *Association « les Amis de la Terre France » et autres*, req. n° 428409, *Dr. envir.*, n° 341, septembre-novembre 2025, pp. 162-164.

115. « Grande-Synthe IV : clap de fin pour le premier contentieux climatique français devant le Conseil d'État », comm. ss CE, 24 octobre 2025, *Commune de Grande-Synthe et autres*, req. n° 467982, *AJCT* févr. 2026, pp. 98-100.

116. « La TRACC, une "boussole" pour l'adaptation, en attendant mieux », tribune *AJCT*, 23 mars 2026, p. 117.

117. « "Highway to hell" : l'A69 devant le Conseil d'État ». Obs. ss CE 29 juin 2026, *Association France Nature Environnement Midi-Pyrénées et autres*, req. n° 467982, *AJCT* sept. 2026, p. 439 s.

♦ Interviews

1. Interview par V. Péan, « Lanceurs d'alerte. Une loi qui ne file pas droit », *Sésame* (INRA), 24 octobre 2018 : http://revue-sesame-inra.fr/lanceurs-dalertes-une-loi-qui-ne-file-pas-droit/
2. Interview par A. Vitard, « Peut-on revendiquer le droit à un air respirable ? », *Le journal du dimanche*, 12 mars 2019 : https://www.lejdd.fr/Societe/peut-on-revendiquer-le-droit-a-un-air-respirable-3872588

3. « L'État est-il responsable de la pollution atmosphérique ? », Le blog des juristes, L'actualité au prisme du droit, 13 juin 2019 (http://blog.leclubdesjuristes.com/letat-est-il-responsable-de-la-pollution-atmospherique/)
4. Interview par H. Soutra, « Les élus ne peuvent pas attendre que l'État agisse seul sur la pollution », *Courrier des maires* 11 septembre 2019 : http://www.courrierdesmaires.fr/82684/les-elus-ne-peuvent-pas-attendre-que-letat-agisse-seul-sur-la-pollution-2/
5. Interview sur la loi du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et l'économie solidaire, Dalloz Actu étudiants, 20 mai 2020 https://actu.dalloz-etudiant.fr/focus-sur/article/la-loi-relative-a-la-lutte-contre-le-gaspillage-et-a-leconomie-circulaire/h/b18d459c014b21b2bc6553c0f53b3108.html
6. Interview par M. Naffakh, « En France, la grande mansuétude des autorités envers les entreprises émettrices de CO_2 », Les enquêtes des décodeurs, *Le Monde* 9 juin 2023 : https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2023/06/09/en-france-la-grande-mansuetude-des-autorites-envers-les-entreprises-emettrices-de-co_6176921_4355770.html
7. Interview par A. Rugraff sur « Condamnation de l'État pour des maladies causées par la pollution de l'air : la première d'une longue série ? », *Le Figaro* 23 juin 2023 : https://www.lefigaro.fr/actualite-france/condamnation-de-l-etat-pour-des-maladies-causees-par-la-pollution-de-l-air-la-premiere-d-une-longue-serie-20230623
8. « Duel parlementaire autour du régime CatNat », Le Club des juristes, 3 juin 2024 : https://www.leclubdesjuristes.com/auteurs/mariannemolinerdubost/
9. « À propos d'environnement et d'air respirable », Dalloz Actu étudiant, 12 sept. 2024 : https://actu.dalloz-etudiant.fr/focus-sur/article/a-propos-denvironnement-et-dair-respirable/h/9e248479c5ca2f216c597f10b6d215d5.html
10. Interview par Frédéric Denhez, « Respirer un air sain qui ne nuise pas à sa santé ? Un droit humain reconnu par le Code de l'Environnement », Les lois du quotidien (3/6), *Marianne* 4 août 2024 : https://www.marianne.net/societe/ecologie/respirer-un-air-sain-qui-ne-nuise-pas-a-sa-sante-un-droit-humain-reconnu-par-le-code-de-l-environnement
11. Participation à l'émission « Cultures Monde » sur le thème de « La pollution plastique : un problème non traité », France Culture, 1er septembre 2025 : https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/cultures-monde/pollution-plastique-un-probleme-non-traite-9151034

DROIT ADMINISTRATIF, PÉNITENTIAIRE ET DES LIBERTÉS

Contribution à des ouvrages collectifs

1. « Déontologie et prison », in Ph. Blachèr (dir.), *Déontologie et droit public*, LGDJ, Lextenso éditions, 2014, pp. 137-151.

Études

1. « Consistance et nature des droits réels sur le domaine public de l'État », *Études Foncières*, n° 102, mars-avril 2003, pp. 21-27.

2. « Le financement des campagnes électorales – Evolutions législatives et jurisprudentielles récentes », *La Gazette des communes*, n° 19, 5 mai 2003, pp. 54-57.
3. « La liberté d'entreprendre : brèves réflexions sur une nébuleuse juridique », *RJEP - CJEG*, n° 605, janvier 2004, pp. 7-12.
4. « *Requiem* pour le principe d'incessibilité des autorisations administratives », *AJDA* 15 novembre 2004, pp. 2141-2144.
5. « Le point sur la compatibilité du placement à l'isolement des détenus avec l'article 3 de la CEDH », Dossier « Prison, Etat des lieux », *AJ – Pénal,* avril 2007, pp. 160-163.
6. « La dignité des détenus, le juge et le contrôle de la nécessité des mesures de sécurité pénitentiaire », *RTDH*, n° 73, 2008, pp. 77-86.
7. « La condition des détenus particulièrement signalés sous les feux de l'actualité », *AJDA* 17 mai 2010, pp. 994-996.
8. « Les détenus ont-ils le droit de vivre dans un environnement sain ? (ou sont-ils condamnés à vivre dans un environnement tabagique ?) », *RJE* n° 1, 2012, pp. 9-21.
9. « À propos d'une autre "jurisprudence immobile" : le contentieux des sanctions disciplinaires infligées aux détenus », *AJDA* 8 juillet 2013, pp. 1380-1385.

Notes et commentaires

1. « La détention de personnes atteintes de troubles mentaux : condamnation ferme de la "prison – asile" ». Note sous Cour européenne des droits de l'homme, 11 juillet 2006, Rivière c. France, *RTDH*, n°70, 2007, pp. 541-557.
2. « Le contrôleur général des lieux de privation de liberté ». Commentaire de la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007, *AJDA* 21 janvier 2008, pp. 84 – 89.
3. « Le commissaire du gouvernement. Épilogue ». Commentaire du décret n° 2009-14 du 7 janvier 2009, *Gaz. Pal.*, 8-10 février 2009, pp. 4-6.
4. « Les raffinements du droit transitoire précisés par le Conseil d'État ». Note sous CE, Ass., 8 avril 2009, Compagnie générale des eaux, commune d'Olivet, *Gaz. Pal.*, 14-18 août 2009, pp. 14-21.
5. « La Cour européenne des droits de l'homme condamne le régime carcéral des détenus particulièrement signalés (DPS). À propos de l'arrêt du 9 juillet 2009, Khider c/ France », *Petites Affiches* n° 231, 19 novembre 2009, pp. 3-15.
6. « La responsabilité de l'Etat engagée pour les conditions de détention à la maison d'arrêt de Clermont-Ferrand ». Note sous CAA Lyon, 1e chambre, n° 10LY01546, 10LY01579, 10LY01580, 31 mars 2011, *Revue (électronique) de jurisprudence d'Alyoda,* n° 3, 2011.
7. « Les conditions de légalité de la réquisition de policiers municipaux en cas de grève ». Obs. sous TA Lyon, 13 décembre 2011, Mme P, *AJCT* mai 2012, p. 266.
8. « Contrôle du contenu d'une permission de voirie ». Obs. sous TA Lyon, 4e ch., 27 mars 2018, n° 1602241, Société Orange, in Chron. Domaine / patrimoine, *JCP A* n° 21, 28 mai 2018, comm. 2162.
9. « Suspension de l'autorisation d'occuper le domaine public en l'absence d'organisation d'une sélection préalable des candidats ». Obs. sous TA La Réunion, ord. 16 mars 2018, n° 1800124, M. B. et autres, in Chron. Domaine / patrimoine, *JCP A* n° 21, 28 mai 2018, comm. 2161.

10. « L'arrêté de prorogation des effets d'une déclaration d'utilité publique n'a pas à être motivé ». Obs. sous CAA Marseille, 5 mars 2018, n° 16MA02697, M. B., in Chron. Domaine / patrimoine, *JCP A* n° 21, 28 mai 2018, comm. 2160.

11. « Domaine public maritime et passerelle surplombant la mer : quand "l'illusion cartographique" donne le vertige ! ». Comm. sous CE, 6 juin 2018, M. B…, Chron. Domaine / patrimoine, *JCP A* n° 30-34, 30 juillet 2018, comm. 2220.

12. « Insérer des "clauses anti-bruit" dans une convention d'occupation du domaine public ne suffit pas ! », note sous CAA Marseille, 5e ch., 17 juillet 2020, n° 18MA03484, Époux D, in Chron. Domaine / patrimoine, *JCP* A n° 42, 19 octobre 2020, comm. 2268.

13. « Droits de voirie additionnels des terrasses chauffées : la différenciation tarifaire en attendant leur interdiction », note sous CAA Paris, 1e ch., 7 juillet 2020, n° 19PA02542, Société Café Le Cirque, in Chron. Domaine / patrimoine, *JCP* A n° 42, 19 octobre 2020, comm. 2267.

14. « Délimitation du domaine public maritime : notion de "perturbations météorologiques exceptionnelles" », note sous CAA Nantes, 8 janvier 2021, n° 19NT01751, Mme F. et M. B. H. c/ Commune du Guilvinec, Chron. Domaine / patrimoine, *JCP* A n° 16, 19 avril 2021, 2129.

15. « Annulation du permis de construire de la centrale du Larivot : la commune de Matoury est bien une commune littorale », note sous TA Guyane, 18 juill. 2022, Associations France Nature Environnement et Guyane Nature Environnement c. Préfet de la Guyane, Chron. Domaine / patrimoine, *JCP* A 31 oct. 2022, comm. 2302.

16. Les occupations domaniales dans la loi ENR. Obs. ss L. n° 2023-175, 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables, Chron. Domaine / patrimoine, *JCP* A 2023, 2147.